

De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien...

*Daniel Dory **, *Jean-Claude Roux ***

La Bolivie fait partie intégrante de l'arc andin, vaste ensemble géographique qui, depuis les années soixante-dix, s'est converti en un grand producteur de feuilles de coca. Ce végétal permet d'obtenir la cocaïne après un processus d'élaboration chimique. À partir de 1990, la Bolivie a atteint un autre stade, celui de l'exportation directe de la cocaïne, avec la constitution de circuits de production et de communication devenus nationaux.

Le marché intérieur nord-américain est un des plus grands consommateurs de cette drogue mais, depuis quelques années, on note que les saisies de cocaïne sont de plus en plus importantes en Europe. Cette situation explique une pression accrue des États-Unis sur les pays producteurs, particulièrement sur la Bolivie, le maillon faible et qu'ils contrôlent le mieux.

Les indéniables préoccupations internationales soulevées par l'apparition d'une importante production de cocaïne, en Bolivie comme dans d'autres pays andins, ne doivent pas occulter les réalités socioéconomiques qui ont conduit à cette situation. C'est le petit paysannat pauvre, d'origine andine et souvent indienne qui, depuis une trentaine d'années, est entré dans les circuits de la coca-cocaïne. Ceux-ci sont manipulés et dirigés par des groupes pour qui le complexe coca-cocaïne est d'abord un instrument d'enrichissement et de pouvoir. Le devenir de cette activité est actuellement remis en cause par la politique d'éradication des cultures de coca.

Le système d'économie qui s'est instauré avec la coca présente aussi un intérêt théorique dans le cadre des transformations de l'économie mondiale. Il fournit l'exemple du développement réussi d'un front extractiviste pan-andin assurant de façon autonome, par rapport à l'économie du centre, son passage à une production industrielle. En effet, bien qu'illégale, la cocaïne est parvenue à conquérir une part importante des échanges internationaux où les drogues équivalent à 30 % de la valeur des échanges... On assiste ainsi au développement d'une sorte d'économie parallèle illégale et à forte valeur ajoutée par sa vocation transnationale et échappant au contrôle formel du système global dominant.

* Directeur du Service national de planification territoriale en Bolivie.

** Géographe de l'Orstom, professeur-chercheur du département de géographie de l'université Mayor de San Andrés (UMSA) de La Paz, Bolivie.

Historique de la culture et utilisation de la coca en Bolivie

De la coca et de ses usages

Le genre *Erythroxylum*, qui appartient à la famille des *Erythroxylaceae*, comprend près de 200 espèces natives d'Amérique centrale et du Sud, dont la plus connue est la *E. coca* utilisée traditionnellement par les Amérindiens.

Sa distribution géographique épouse les contreforts orientaux de la chaîne des Andes bénéficiant d'un climat subtropical, depuis la Colombie jusqu'à la Bolivie. Le Pérou des vallées andines, ainsi qu'en témoignent les relations anciennes [Mortimer, 1901], a été le lieu privilégié de sa culture et de son utilisation rituelle, médicinale et alimentaire.

En Bolivie, on rencontre une douzaine d'espèces natives de coca. Il est à noter que celles cultivées dans les vallées chaudes des Yungas de La Paz sont les plus prisées par les consommateurs traditionnels qui en mâchent (*acullico*) les feuilles sèches, généralement mélangées avec des substances alcalines.

L'arbre à coca se rencontre, avec des noms vernaculaires différents, du Nicaragua à la Colombie (*Hayo* et *Naase*); mais celui de coca est le nom général utilisé que lui donnèrent les chroniqueurs au XVI^e siècle; il dérive probablement de l'Aymara *kkokka* qui signifie arbre.

Sa présence est ancienne en Bolivie, largement attestée dans les cultures de Tihuanaco et des îles du lac Titicaca; des échanges sont aussi confirmés par l'archéologie aux temps des royaumes Aymaras (XII-XIII^e siècles), entre vallées chaudes et vallées hautes des Andes. Bien que l'époque de l'introduction de la plante en Bolivie reste hypothétique, pour certains spécialistes son apparition pourrait se situer autour de 1500 av. J.-C.

Durant la période incaïque, la coca était cultivée dans deux zones [Salinas, 1897], celle des Yungas de La Paz, ou vallées subtropicales des Andes orientales, et celle de Cochabamba.

Dans les sociétés précolombiennes, la coca était utilisée de façon courante, notamment pour faciliter les opérations de trépanation du crâne. Elle jouait aussi un rôle de premier plan dans les pratiques divinatoires et religieuses et, à ce titre, elle était consommée par l'élite princière et sacerdotale de l'empire inca.

La théorie de son usage élitiste [Loza, 1992] fondée sur les textes de certains chroniqueurs est controversée par ceux qui, preuves à l'appui, notent son usage généralisé marqué par l'existence de *cocales* en propriété privée, le troc de la coca et l'existence de dépôts de l'État inca servant à la population en période de disette.

Le moine Thomas Ortiz, au XVIII^e siècle, signale ses vertus curatives qui provoquent la curiosité des médecins. Joseph de Jussieu, en 1750, ramène les premiers plants de coca en France, puis Lamarck, en 1783, assure sa classification. En 1855, Friedrich Gardeke réussit à extraire l'alcaloïde de la coca qu'il dénomme *Erythroxilon*; enfin, en 1858, le chimiste Enrique Pizzi obtient les premiers cristaux d'alcaloïde de coca. Par la suite, les études se multiplient sur le produit [Zabala, 1995]; on peut noter aussi l'intérêt qu'il soulève chez Freud qui publie en 1884 *Über Coca*, un article traitant de ses effets psychiques et oniriques.

L'habitat privilégié de la coca se situe entre 500 et 1 800 mètres d'altitude, dans les vallées chaudes et les piémonts des Andes orientales bénéficiant d'un cli-

mat humide. Sa culture selon la technique traditionnelle utilise un système de terrasses (*takanas* ou *andenes*) bien drainées, installées sur des sols d'argile et de limon.

En Bolivie, son milieu optimal se trouve dans les Yungas du département de La Paz, dont le climat dispose d'un minimum moyen de température de 18,3 °C et d'un régime pluviométrique moyen de 1 242 millimètres. La cueillette des feuilles est réalisée de trois à quatre fois à l'année; c'est l'activité majeure avec le séchage dont les modalités obéissent à de sensibles variations régionales.

Le cultivateur, ou *cocalero*, taille l'arbuste à une hauteur ne dépassant pas généralement 1,20 mètre et ses branches 50 centimètres afin d'éviter un développement excessif des racines qui endommagerait les terrasses. L'entretien du tronc et l'ablation de la végétation parasite font partie des opérations régulières et indispensables.

Dans les Yungas de La Paz, foyers de la culture traditionnelle de la coca destinée à la consommation, on n'utilise pas d'engrais ni d'insecticide afin d'éviter l'altération de la saveur des feuilles mâchées par les consommateurs. La vie de l'arbuste est variable, dépendant des milieux écologiques; elle est de 35 à 40 ans, avec un optimum productif de 30 ans dans les Yungas, mais elle chute à 8 ans dans le Chapare et à moins à Yacapani (département de Santa Cruz).

On doit noter la vulnérabilité de la coca à certaines attaques d'insectes comme le lépidoptère *Ulo*, un papillon nocturne décrit par O. Buchtien en 1909. Les spécialistes mentionnent aussi certains champignons (*Marasmius*) aux effets destructeurs pour la plante. En 1927 et en 1947, des attaques du champignon *Aeschersonia* ont détruit 87% des cultures de coca d'Espirito Santo, dans le département de Cochabamba [Cardenas, 1948].

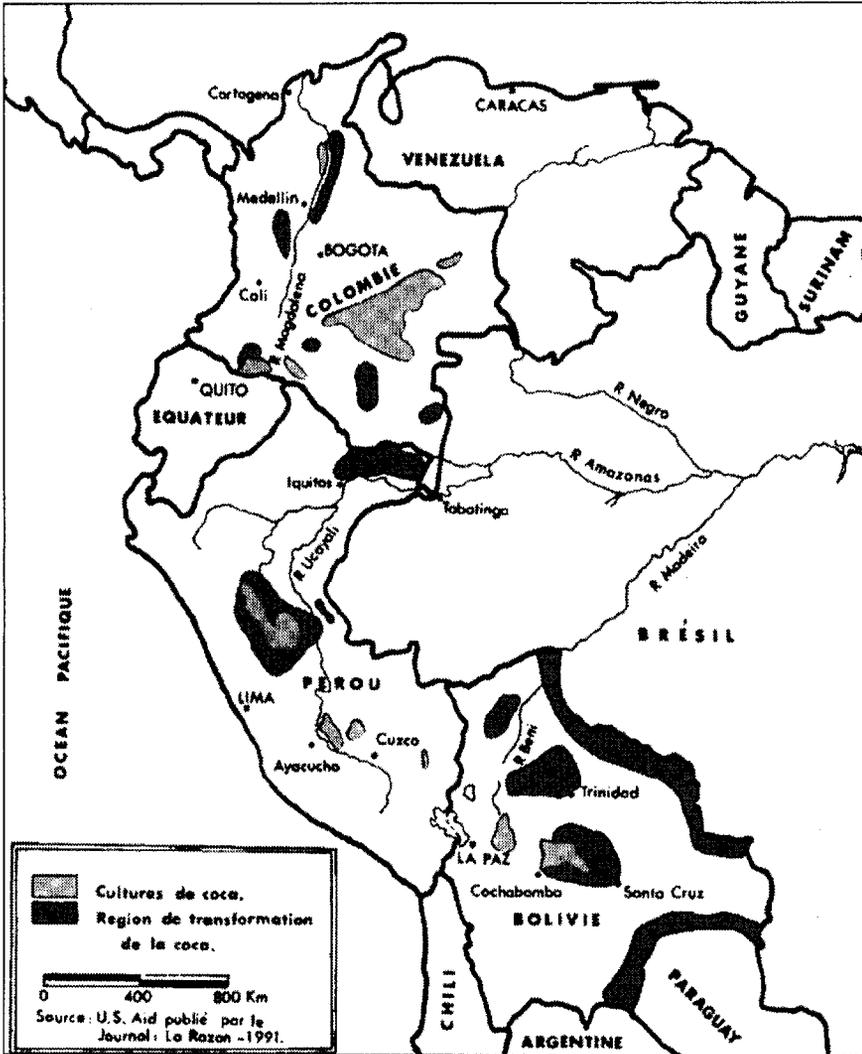
De l'Inca au Conquistador

L'arrivée, en 1524, des Espagnols au Pérou entraîne l'effondrement de la structure politico-sociale de l'empire inca. Il en résulte, selon de nombreux auteurs, la généralisation de l'usage de la coca alors largement cultivée. Cieza de León [1880] signale, sans précision, que « dans les Andes, depuis Guamanga jusqu'à la ville de La Plata (Sucre), on cultive la coca ».

Pour l'Église catholique, partie prenante du système colonial espagnol, l'utilisation de la coca présente un danger pour la conversion des masses. En effet, elle juge que la consommation de ce produit est associée à des pratiques idolâtres. En conséquence, les résolutions des conciles de Lima, de 1567 et 1569, signalent que la coca est « ... chose inutile et pernicieuse qui conduit à la superstition car elle est le talisman du diable ». Aussi l'Église demande-t-elle aux autorités coloniales l'éradication des cultures en s'appuyant sur l'importance des décès des travailleurs indiens des zones malsaines où sa culture est réalisée, probablement sous l'effet de la leishmaniose et de la fièvre jaune.

Or la consommation de la coca se répand rapidement dans les nouvelles mines d'argent du Potosi situées dans l'audience de Charcas, berceau historique de la Bolivie actuelle. En effet, elle se révèle, en tant que produit coupe-faim, être un adjuvant indispensable pour soutenir l'effort physique des Indiens soumis au travail

Figure 1 – État géographique du complexe coca-cocaïne d'après des sources nord-américaines



forcé dans les mines de haute altitude (de 3 800 à 5 100 mètres). Ainsi que le note un historien [Chaunu, 1967], « ... les conditions d'exploitation étaient particulièrement atroces », notamment au Cerro Rico de Potosi, le plus riche et important centre d'exploitation minière de l'argent¹. Le débat, entre ces préoccupations éthiques et les intérêts économiques, est tranché, en 1569, par la promulgation des Ordonnances de la coca.

1 En 1930, les rapports sanitaires indiquent une moyenne de vie des mineurs, à Potosi, de 30-35 ans.

Signées par le roi Philippe II d'Espagne, ces dispositions principales sont les suivantes :

- L'interdiction absolue, contrôlée par l'Église, de la coca pour des pratiques païennes.
- La coca est reconnue licite, et même imposée, pour les travailleurs forcés des mines.
- Sa culture est autorisée, mais limitée à trois ou quatre récoltes de 500 paniers de feuilles (de 10 kilos), soit 20 tonnes annuelles au maximum, pour chacune des communautés indiennes soumises au tribut et aux corvées.
- La coca est acceptée pour acquitter le tribut, mais aussi pour le paiement des mineurs indiens. Sa ration par travailleur est fixée à une livre espagnole hebdomadaire, soit 450 grammes, selon les ordonnances du vice-roi Toledo.
- Des mesures de protection des travailleurs des haciendas *cocaleras* sont imposées aux propriétaires. On peut détacher celles interdisant le transfert des travailleurs des régions froides d'altitude vers les zones tropicales malsaines de culture, ou l'obligation du port de vêtements pour les pluies, enfin, une nourriture correcte devait être assurée aux péons.
- Le transport vers Potosi et ensuite sa commercialisation sont soumis à contrôle strict.

En complément au décret royal, et suite à une enquête qu'il avait ordonnée, le vice-roi Toledo promulgue, en 1572, le décret dit du régime de la *mita* minière. Il instaure, pour les mines d'argent de Potosi, un système de travail obligatoire imposé pour une durée d'un an tous les sept ans, aux Indiens des communautés – les *ayllus*.

De la colonie à la République : un dénominateur commun

Néanmoins, ces mesures restent perçues par l'Église comme pernicieuses pour la conversion en cours des Indiens. L'Inquisition dénonce des pratiques idolâtres qui se déroulent dans les mines et le clergé continue à déplorer le sort des péons dans les terroirs de la coca...

Finalement, reconnaissant le bien-fondé de ces critiques, Madrid se décide à promulguer de nouvelles dispositions. La production de coca est taxée pour créer des hôpitaux pour les Indiens malades qui sont confiés au clergé; un contrôle est établi pour assurer le paiement en coca des contributions des dixièmes dus à l'Église par les Indiens... Enfin, le vice-roi Toledo impose quelques restrictions pour pallier les abus les plus flagrants propres à l'utilisation de la main-d'œuvre réquisitionnée pour les mines et les *cocales*.

Ces dispositions achèvent d'emporter les dernières réserves suscitées chez l'Église par l'officialisation du rôle économique joué par la coca et, même, elle devient vite partie prenante de cette nouvelle prospérité. L'évêque du Cusco, Vicente Valverde, un défenseur des Indiens, n'hésite pas à reconnaître que « la principale ressource dont dispose cet évêché vient du commerce de la coca » [Loza, 1992]. Des couvents de religieuses cloîtrées, et même les Dominicains, commencent à produire la coca dans leurs haciendas de Cusco ou en Colombie.

Figure 2 – Bolivie : les provinces de la coca



En Bolivie, on signale, au cours du XVII^e siècle, que les curés achètent des *cocales* dans les Yungas de La Paz, particulièrement à Chulumani et Coripata. Quant aux Franciscains, ils apprennent à leurs ouailles d'Apolo à cultiver la coca... Les assises de la future grande fortune foncière des ordres religieux se constituent ainsi avec la spéculation de la coca.

Le développement de la culture de la coca s'accompagne de l'instauration d'une double structure sociale de commandement. L'une est une hiérarchie interne à l'exploitation, marquée par une chaîne d'agents de commandement et des degrés divers de servitude entre Indiens et esclaves noirs, tandis que la hiérarchie externe qui pèse sur l'hacienda *cocalera* est représentée par le curé, les autorités administratives et les *Vecinos* (ou Espagnols et Créoles des villes).

Ce système rigide et hiérarchisé s'est conservé presque intact jusqu'à la fin du XIX^e siècle; il explique les relations sociales de dépendance créées par le système de l'hacienda...

La main-d'œuvre attachée à la coca

L'augmentation de la production de coca entraîne un besoin de main-d'œuvre nouvelle pour des zones de culture peu peuplées; aussi l'Espagne reprend à son compte le système inca des *mitimaes* [Cieza de León, 1880], basé sur la déportation de travailleurs indiens.

Le recensement du vice-roi Toledo [Levillier, 1942], de 1570-75, permet de connaître, pour l'audience de Charcas, le détail des effectifs de *mitimaes* employés. Pour les provinces de La Plata (Chuquisaca) et de La Paz, il s'agit d'un total de 5 513 hommes tributaires, dont 1 838 Indiens *mitimaes* de la coca soit, avec les familles, une population de 23 391 personnes, tandis que l'impôt sur la coca affecte 33 communautés.

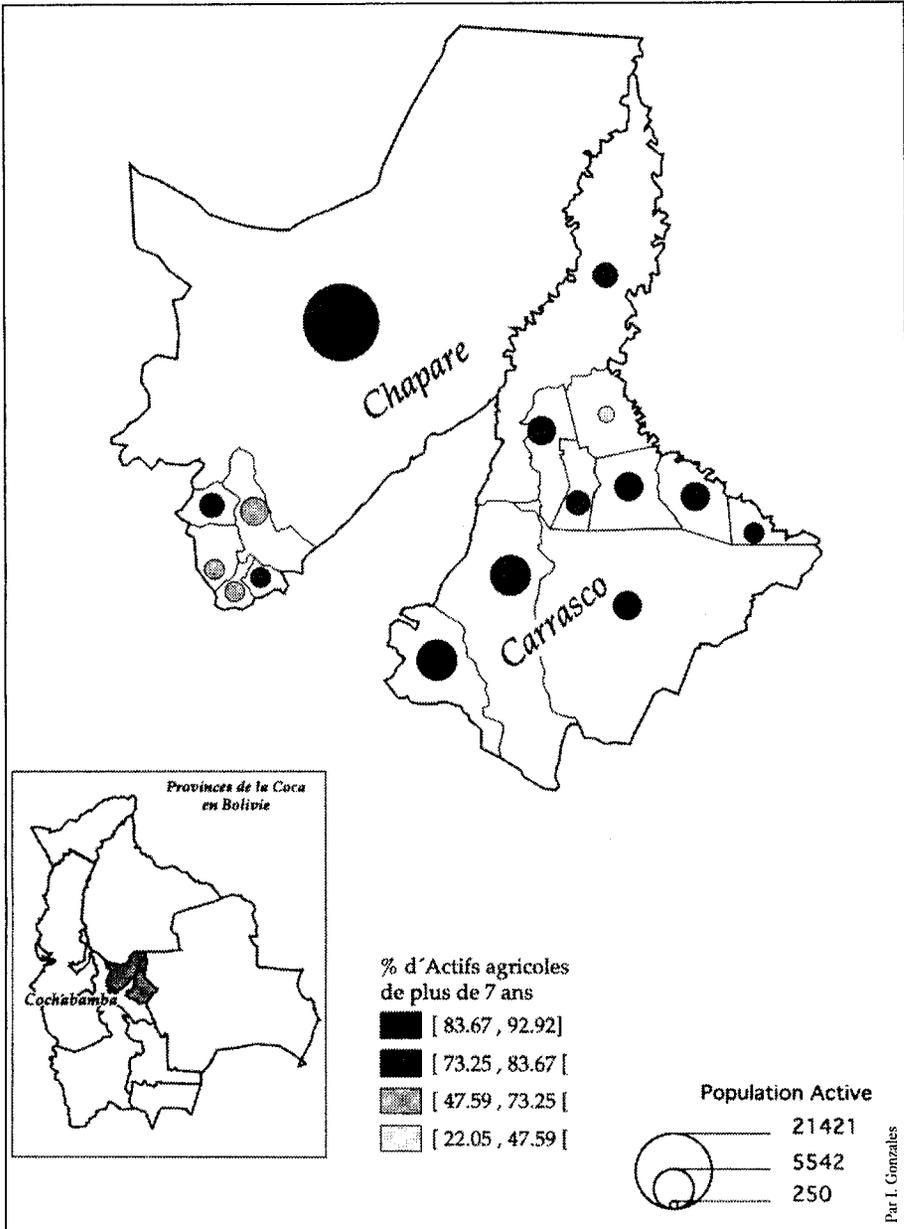
La production de feuille de coca, en 1573 [Cook, 1972], est de 2 165 paniers de 10 kilos pour les trois *repartimientos* (Pocona, Tarabuco et Aiquile et Totora) de la province de La Plata, ce qui est peu; par contre, pour la province de La Paz et ses huit *repartimientos*, la production atteint 6 117 paniers. Au total, l'audience de Charcas produit donc 8 282 paniers de coca, ou 82 tonnes environ. C'est la ration annuelle de 3 280 mineurs, mais insuffisante pour les besoins, ce qui nécessite une importation de coca du Pérou.

Ces chiffres suscitent deux remarques. D'une part, la population active déplacée est relativement réduite, même en tenant compte d'une population totale faible qui est estimée à 800 000 personnes, à la fin du XVIII^e siècle, pour l'audience de Charcas [Rosenblat, 1954]. D'autre part, la production de coca de Cochabamba, qui sera par la suite très importante, est alors estimée très secondaire, d'où l'absence de recensement pour cette province.

Une production dépendante de la prospérité minière

À partir de 1550, la très forte chute de la population indienne, conséquence d'épidémies ou des répressions coloniales, affecte à la baisse la production de la coca.

Figure 3 – Département de Cochabamba : zones de coca excédentaire et population active agricole (par canton en 1992)



Source : Atlas de Cochabamba (adaptation I. Gonzales – L. Arreghini, D. Dory, J.-C. Roux, Ph. Waniez, 1996.

Au XVII^e siècle, cette production connaît un regain provoqué par l'extension de l'exploitation minière, à Potosi, Chichas, Lipez et Oruro. La consommation se diffuse aussi dans l'importante population indienne urbanisée. En effet, Potosi, à son apogée en 1650, atteint entre 150 000 et 200 000 habitants dont la moitié d'origine indienne; de plus, Espagnols et Créoles, eux aussi, s'adonnent à la consommation de la coca, malgré l'interdit de l'Inquisition...

Un phénomène nouveau apparaît, à partir de 1625, avec les migrations spontanées d'Indiens de l'Altiplano vers les vallées chaudes afin d'échapper au travail forcé. Ils vont se consacrer à la production de la coca qui dispose du débouché d'une consommation clandestine dans les zones minières; cette activité s'avère très rentable car elle évite les contrôles et taxes d'une autorité coloniale faible, sinon absente de ces confins.

Le XVIII^e siècle présente des conditions plus troublées car une crise minière perturbe l'économie et le commerce colonial. La main-d'œuvre se raréfie à cause de la forte mortalité provoquée par une vague de grandes épidémies (variole, typhus, rougeole et coqueluche) qui entraînent également la diminution de la production agricole. Il en résulte les plus grandes difficultés pour que les réquisitions de main-d'œuvre puissent satisfaire aux besoins des mines.

Mais ce sont les événements politiques qui perturbent le plus les activités économiques et donc la production de coca. En 1780, en effet, éclate une insurrection générale des Indiens de Cusco, suivie, en 1782, de celle de La Paz.

Ces soulèvements marquent le point limite atteint par la pratique coloniale, que ce soit dans le traitement administratif des Indiens ou par les abus du système de réquisition d'une main-d'œuvre raréfiée. L'âme de la révolte, Tupac Katari, incite ses fidèles à abandonner les plantations de coca, ce qui provoque la destruction de nombreuses haciendas. Mais la coca, en tant que « plante sacrée » des Incas, est récupérée dans le discours de ce chef messianique qui tente de refonder une indépendance indienne inspirée d'un modèle inca, certes idéalisé.

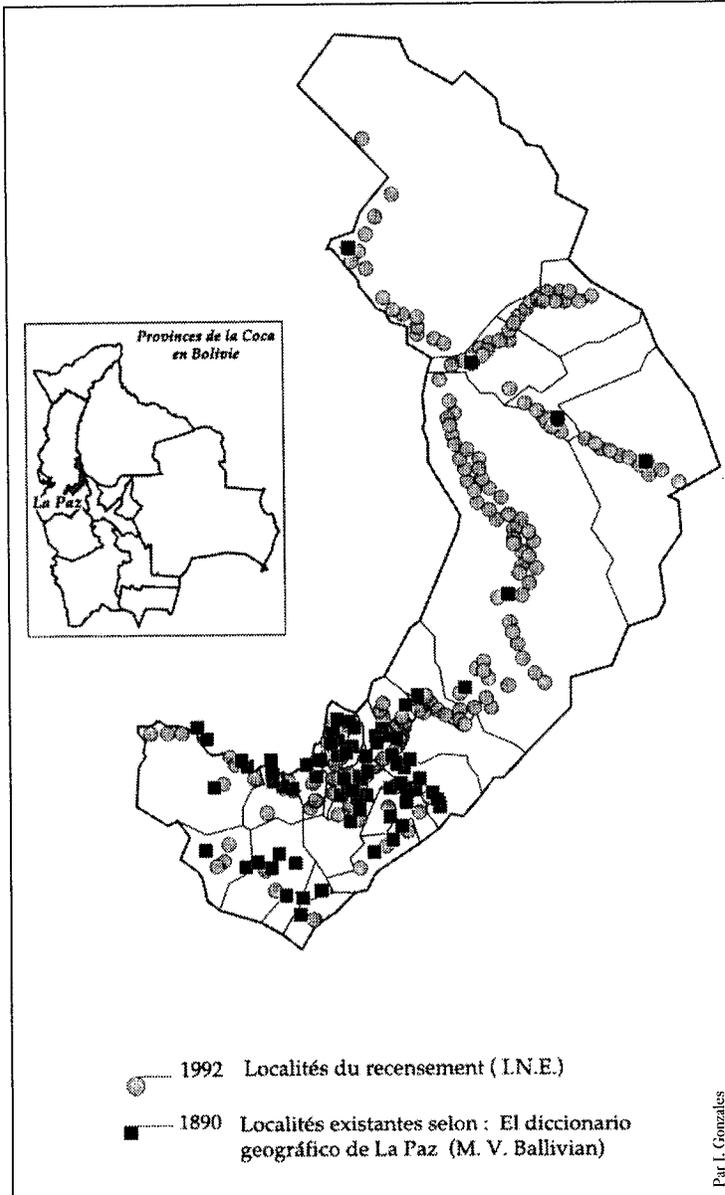
Si, du XVI^e siècle au XVII^e siècle, la production de feuilles de coca est estimée à 1 700 tonnes, elle chute à 900 tonnes à la fin du siècle suivant, conséquence des révoltes qui entraînent l'abandon de nombreuses mines. En 1786, on note une reprise de la production marquée par l'existence dans les Yungas de 345 haciendas *cocaleras* [Klein, 1976], d'une superficie totale de 9 000 kilomètres carrés.

Au XIX^e siècle, la production est estimée entre 3 000 et 4 000 tonnes. Mais elle subit, entre 1809 et 1825, de fortes variations causées par les troubles de la période de l'indépendance.

Pour le XX^e siècle, une autre baisse de la production est notée, en 1910 et 1930 [Morales, 1938], elle est due au ralentissement de l'économie et aux attaques parasitaires.

Jusqu'en 1950, l'exportation de feuilles de coca est mineure; en 1851, on note [Dalence, 1975] que 2% de la production de feuilles sont exportés vers le Pérou et l'Argentine, pour l'usage des travailleurs boliviens; en 1900, les ventes au Pérou atteignent 4% de la production. En 1944, seulement 9,5% de la production sont exportés, aux États-Unis et en Europe (pour la firme Coca Cola et l'usage pharmaceutique) et 8,4% en 1948.

Figure 4 – Province de Sud-Yungas : une terre de colonisation de la coca traditionnelle légale



Ainsi, au cours du XIX^e siècle, il est évident que l'essentiel du marché consommateur est bolivien et minier. En 1900, la région et la ville de Potosi consomment 28,7% de la production de coca, les zones minières d'Uyuni et Challapata 25,6%, et Oruro 9% [Soux, 1990].

Il est à souligner, pour conclure cet historique, que, de 1590 à 1956, les courbes de l'évolution de la production et de la consommation de coca sont parallèles, coïncidant presque.

La coca dans la tradition andine

De nombreuses sources, anciennes et modernes, soulignent la place importante occupée par la coca dans la vie du paysan andin. Il est évident que « ... c'est à la lumière de l'héritage culturel du paysan, de ses croyances et des nécessités dans sa vie quotidienne... » [Brackelaire, 1992] que le rôle joué par la coca présente son entière signification.

La consommation traditionnelle de coca est aujourd'hui principalement destinée à la mastication (*acullico*). Mais elle permet aussi de nombreux usages curatifs sous forme de *maté* (tisane) ou d'onguents. La coca, associée à d'autres plantes médicinales, est utilisée par 86% des personnes enquêtées en milieu rural traditionnel [Carter, Mamani, 1986]. Ces larges applications thérapeutiques expliquent l'existence d'un véritable codex de recettes empiriques propres à soigner de nombreuses maladies, qu'elles soient d'origine physique ou psychosomatique.

On comprend ainsi d'autant mieux l'attachement des milieux traditionnels à la médecine basée sur la coca que la situation sanitaire, propre aux secteurs ruraux marginalisés, reste critique, malgré d'importants progrès depuis 1950 [Roux, Waniez, 1995].

De même, une large utilisation conviviale de la coca est à noter dans les relations sociales et les cérémonies divinatoires du milieu paysan. La coca entre aussi dans le troc traditionnel des produits agricoles pratiqué entre paysans des zones chaudes et ceux des zones froides [Condarco, Mura, 1987]. On peut noter aussi son rôle dans les rites familiaux, avec un usage marqué en milieu rural (76% des enquêtés) et sensible en milieu urbanisé (de 84% pour les mineurs à 38% pour les ouvriers de l'industrie). Mais il est noté que l'attachement à son usage, en milieu urbain, décroît en fonction du niveau scolaire atteint.

La plupart des auteurs [Carter, Mamani, 1986] notent que l'usage de la coca obéit à des formes et des intensités variables selon les groupes ethniques. En milieu rural traditionnel, la mastication de la coca est pratiquée par 77% des enquêtés pour le groupe Quechua, et 69% pour celui Aymara; par contre, pour les personnes se disant « espagnoles » (créoles), le taux d'utilisation chute à 14%, mais il remonte à 25% pour celles d'autres origines.

Migration : la ruée vers les tropiques de l'or vert

La période contemporaine de l'histoire de la Bolivie débute en 1936, avec la fin de la désastreuse guerre du Chaco; ses conséquences auront des répercussions profondes dans tous les domaines de la vie nationale.

La remise en cause de l'immobilisme social

La défaite discrédite aussi bien l'armée, traditionnellement pesante dans la vie de l'État, qu'une classe politique conservatrice [Seiferheld, 1983], toutes deux responsables d'un nouveau démembrement territorial, après celui de la perte de l'Acre en 1903. L'économie du pays n'entame qu'une lente récupération vers la fin des années trente car elle dépend des fluctuations des cours de l'étain qui a supplanté l'argent depuis 1892. Cette conjoncture assure la fermentation des idées politiques qui mettront en œuvre la révolution nationale de 1952.

En effet, c'est la main-d'œuvre paysanne, souvent d'origine indienne, qui a constitué, bon gré ou mal gré, l'essentiel des contingents mobilisés par l'armée, entre 1932 et 1935. Il se produit ensuite, le conflit achevé, une large prise de conscience favorable à de profondes réformes. Les paysans démobilisés rechignent à retourner dans le système périmé des haciendas. Une partie d'entre eux entame alors un exode rural vers les centres urbains et miniers, d'autres partent chercher des terres libres, inaugurant ainsi les premières migrations rurales qui, avec des succès divers, sont à l'origine des nouvelles colonies agricoles.

L'impact des réformes

En 1952, la Révolution nationale impose la nationalisation des mines, puis elle est suivie, en 1953, par une réforme agraire se voulant radicale. Celle-ci disloque les structures latifundiaires restées figées depuis la Colonie et transforme les rapports politiques traditionnels.

Si la réforme agraire et l'échec économique qui lui est consécutif, de l'avis des spécialistes, déclenchent ensuite d'amples mécanismes migratoires, c'est dans la désastreuse condition du paysanat andin que se trouvent les racines profondes de la crise rurale bolivienne.

Le tableau présenté, à travers les recensements nationaux de 1950 jusqu'à nos jours, par le milieu rural explique aussi, à côté d'un profond désir de changement du paysanat, pourquoi la culture de la coca a rencontré une telle audience et, malgré son dévoiement par le narcotrafic, reste profondément ancrée dans les mentalités et les comportements.

En 1950, les deux tiers des 3 millions de Boliviens sont des ruraux; en 1992, la situation, avec une population de 6,4 millions, est symétriquement inverse, mais les effectifs bruts de la population rurale restent aussi nombreux qu'en 1950.

La population dite indigène, selon la nomenclature du recensement de 1950, c'est-à-dire d'origine indienne, est alors de 1,7 million de personnes. Elle est largement dominante dans les départements à vocation agricole et minière de La Paz (70%), de Cochabamba et Potosi (75%), d'Oruro (65%) et de Chuquisaca (68%). Or ce sont ceux qui connaissent, avec les crises minières et agricoles, de graves perturbations dans l'emploi et les revenus distribués. Selon ce même recensement, l'agriculture et l'élevage occupent 830 000 personnes d'origine indigène.

L'analphabétisme est de règle pour la majorité des populations des départements andins, oscillant entre 60 et 80% de la population, voire nettement plus en zones rurales marginales...

Tableau 1 – Migrations paysannes (en effectifs) vers les nouvelles terres de colonisation

Zones	1980	1986	1988
Suapi-Sararia	460	690	762
Caranavi-Teoponte	15 221	20 000	32 600
Asunta - Sud-Yungas	552	2 000	9 700
Apolo	205	258	420
Zongo	98	117	450
Piquendo	70	150	1 200
BellaVista - Pto Linares	502	778	1 100
Santa Ana - Huachi	989	1 775	2 300
Piquendo	997	1 500	2 300
Inicua	815	1 250	2 700
Covendo-Huachi	330	600	1 890
Total	20 239	29 118	55 422

Source : INC, 1986; Loza, 1992, *op. cit.*

La santé publique présente, elle aussi, une situation catastrophique dans les campagnes, que ce soit pour l'espérance de vie, la malnutrition, la mortalité infantile ou la lutte contre les grandes endémies. Enfin, les conditions de vie des ruraux sont lamentables pour l'habitat et les équipements de base comme l'eau, l'électricité et les communications [Roux, Waniez, 1995].

Pendant, quoi qu'il en soit de son échec économique, la réforme agraire bolivienne (et péruvienne) a été vécue par la masse rurale comme assurant la libération d'un carcan social et économique pesant sur elle depuis des siècles. Cette réforme, en démantelant dans l'Altiplano et les vallées interandines le système des grands latifundia, provoque plusieurs effets indirects sans lesquels on ne peut comprendre le développement du futur circuit coca-cocaïne.

La redistribution des terres des haciendas bouleverse radicalement les conditions de l'activité paysanne. Nombre de paysans vendent leurs lopins et abandonnent leurs terroirs saturés pour les terres libres des piémonts ou celles des llanos orientaux, où ils sont attirés par les haciendas capitalistes de Santa Cruz [Arrieta, 1976], épargnées par la réforme agraire et en voie de restructuration économique avec l'aide des États-Unis.

Ces migrations sont entretenues par l'atomisation des nouvelles propriétés, conséquence de l'application des lois successorales dans un contexte de forte croissance démographique. Ce phénomène, tant dans l'Altiplano que dans les vallées de Cochabamba, aboutit au foisonnement de minifundia incapables d'assurer la survie de leurs unités familiales.

Cette situation est aggravée par la surenchère démagogique qui entoure la réforme agraire et l'incapacité des dirigeants populistes (avec le MNR ou Mouvement nationaliste révolutionnaire). Ceux-ci sont incapables d'apporter l'encadre-

ment technique et un système de crédit agricole qui, seuls, pourtant, auraient permis d'assurer le passage progressif vers l'économie de marché d'une petite agriculture familiale.

Il en résulte que la seule issue offerte à de nombreuses familles est le départ vers les terres neuves. La politique officielle de colonisation appuyée par les États-Unis, soucieux d'alléger le poids d'une paysannerie misérable et potentiellement révolutionnaire [US Army, 1963], encourage ces migrations pour mettre en valeur de vastes secteurs déserts de l'Orient.

Les migrations

Les chiffres officiels, à utiliser avec précaution du fait des difficultés inhérentes aux recensements des zones marginales, permettent d'évaluer la distribution spatiale des migrations.

Pour le département de La Paz, les zones d'accueil disponibles, favorables à une agriculture de commercialisation, sont celles des vallées chaudes andines et du haut Beni; elles reçoivent les premiers colons à partir de 1955. Il s'agit, pour une partie d'entre eux, de paysans encadrés, volontaires dans le cadre d'expériences officielles de colonisation, mais les plus nombreux sont les colons spontanés.

Cette frange pionnière, dite du Tropicque de La Paz, s'installe dans les secteurs de Caranavi, Sud-Yungas, Zongo, Guanay et le haut Beni (Covendo, Santa Ana, Inicua, Piquendo, Suapi); il s'agit des futures zones de culture dite « excédentaire » de la coca.

On estime, en 1986, à environ 8 000 familles, soit environ 30 000 à 40 000 personnes [INC, 1986], l'effectif de ces migrants qui sont, dans leur très grande majorité, originaires du département de La Paz. De 1980 à 1988, ces mouvements s'amplifient, renforcés, en 1985, par la crise de l'étain et les graves difficultés du secteur minier nationalisé. Celles-ci entraînent le départ de milliers de mineurs « relocalisés » mis à pied, mais disposant souvent d'un pécule qui facilite leur installation comme colons des terres neuves.

Un phénomène similaire de migration, bien que d'intensité plus modérée, débute à la même époque, dans les zones tropicales du département de Cochabamba [Cortes, 1996].

Il est issu des vallées déshéritées et surpeuplées des provinces andines d'Arque, Arani, Capinota, Tapacari et Mizque, où la survie des familles rurales implique une diversification [Blanes, Flores, 1982] des ressources.

Il provoque un courant de migrations, saisonnières ou définitives, qui se dirige d'abord vers la ville de Cochabamba; celle-ci passe de 75 000 habitants en 1950, à 550 000, population de l'actuelle conurbation. Ensuite, les migrations dérivent vers la zone tropicale et relativement vierge du Chapare [Blanes, 1983] où commence la culture de la coca.

Le Chapare

Le Chapare est formé par une plaine de 400 mètres d'altitude en moyenne délaissée depuis la Colonie [Viedma, 1969] jusqu'à nos jours car souffrant d'une

réputation d'insalubrité, mais Haencke, à la fin du XVIII^e siècle, y signale quelques haciendas *cocaleras* [Weil, 1993].

Son occupation débute à Todos Santos, après 1920, avec une colonisation militaire. En 1935, cette colonie, seule expérience prospère de ce type, comptait 1 200 habitants. La construction, entre 1937 et 1942, de la route Chapare-Todos Santos favorise alors l'apparition d'un front de colonisation spontanée qui entraîne la création de nouveaux centres tels Victoria, General Busch, Central Busch et San Antonio (Villa Tunari actuellement).

En 1944, la population du Chapare est estimée à 3 300 habitants dont l'activité principale est la culture de la coca [Eastwood, Pollard, 1986]. En 1980, le Chapare a reçu 11 325 migrants depuis le recensement de 1976, puis, de 1980 à 1986, la population augmente encore de 20 000 personnes et, de 1986 à 1992, elle reçoit 27 047 nouveaux arrivants. À partir de 1980, l'analyse des flux migratoires indique la présence de colons originaires de Potosi et de ses provinces pauvres de Frias et Bustillo à l'agriculture restée traditionnelle.

Dans une seconde phase, ces migrations débordent vers Puerto Villaroel, le Chimoré, puis envahissent le parc national Isoboro-Securé et les Yungas de Vandiola. Selon diverses estimations [Laserna, 1993], la population du Chapare atteignait 150 000 personnes en 1991 tandis que, pour le recensement de 1992, la population du Tropique de Cochabamba (provinces de Carrasco et Chapare) était de 137 000 personnes... Ces chiffres indiqueraient une diminution récente de la population permanente, conséquence de la répression engagée depuis 1990 contre les cultures illégales de coca et les laboratoires de cocaïne. Néanmoins, le taux d'accroissement migratoire de ces zones est estimé à 7 % par les autorités [Cordeco, 1995], soit un doublement de l'effectif en dix ans.

Extension des cultures de coca

Les premiers tableaux statistiques des productions agricoles en Bolivie [Bolivia, 1940] permettent de localiser les secteurs de production de la coca. Trois départements se consacrent alors à cette activité, ceux de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Les superficies cultivées atteignent, en 1938, 17 465 hectares assurant la production de 67 417 tonnes de feuilles de coca, pour un rendement moyen de 386 kilos à l'hectare et qui dégagent une valeur de 78,8 millions de boliviens. On peut noter que c'est le département de La Paz qui concentre alors plus de 90 % de cette production et de sa valeur.

Que signifie, en termes de comparaison avec les autres productions agricoles des années quarante, la place occupée alors par la coca, faute de pouvoir l'estimer aussi en population active ? Pour le département de La Paz, elle représente en valeur près de 76,6 millions de boliviens contre un peu moins de 95 millions pour l'ensemble des autres productions agricoles, le cheptel n'étant pas pris en compte. Le café, avec 54 millions, occupe la deuxième place.

Pour Cochabamba, la situation est inverse, la coca ne pèse que 2,2 millions de boliviens contre plus de 70 millions pour les autres productions. Quant à Santa Cruz, la coca y est marginale, cultivée seulement dans la province de Florida, avec une valeur de 1,4 million. Ainsi, à l'époque, le département *cocalero* par excellence

est celui de La Paz, avec les provinces de Sud-Yungas, pour 60 millions de boliviens, et de Nord-Yungas, pour une valeur de 15 millions de boliviens ; quant à la province d'Inquisivi, elle ne produit que pour 1 million de boliviens.

De 1963 à 1990, les statistiques du ministère de l'Agriculture permettent de disposer de quelques repères, même si leur fiabilité est sujette à caution. Il apparaît ainsi qu'en 1963, la Bolivie cultivait 3 000 hectares de coca, chiffre en nette diminution par rapport à celui de 1938 – avec 17 465 hectares cultivés. Mais cette contraction brutale n'est qu'apparente car elle provient d'une dissimulation des productions causée par l'inquiétude de nombreux propriétaires-producteurs qui redoutent les effets de la réforme agraire engagée depuis 1953...

Cette diminution officielle de l'emprise de la culture de la coca persiste jusqu'en 1969, année où on n'aurait cultivé que 2 600 hectares... Mais la reprise, ensuite, va être rapide, marquée par une forte augmentation des surfaces de coca cultivées.

Tableau 2 – Superficie en hectares, consacrée à la culture de la coca

1970	1975	1980	1985	1990
4 450	11 285	22 788	64 542	91 937

Source : ministère de l'Agriculture, rapports annuels.

Une analyse plus localisée permet de mieux préciser l'impact de la culture de la « nouvelle coca ». Pour le département de La Paz, si elle est stagnante de 1963 à 1975, avec moins de 1 800 hectares, la production redémarre, à partir de 1976, pour atteindre 6 418 hectares en 1980. En 1985, c'est l'explosion, avec 22 923 hectares, pour atteindre, en 1990, quelque 40 322 hectares.

Pour Cochabamba, on constate une croissance tout aussi spectaculaire.

Tableau 3 – Superficie en hectares consacrée à la culture de la coca, département de Cochabamba

1963	1970	1975	1980	1985	1990
1 300	2 650	9 685	16 370	37 035	51 615

Source : ministère de l'Agriculture, rapports annuels.

On note aussi, dans le département de Santa Cruz, l'apparition, entre 1962 et 1968, d'une unique zone de production de coca, à Yacapani. La population y est passée de 9 524 personnes en 1980, à 13 882 en 1988, puis elle s'est installée dans le parc national de Chore.

À partir de 1970, le Chapare prend la première place dans la production bolivienne de coca et, dès 1972, il fournit 65% de la production totale, supplantant [South, 1977] ainsi les cultures d'usage traditionnel des Yungas.

C'est à partir de variétés de coca sylvestre du Brésil, telles *Erythroxilon novogranatense*, *angufugun Mart* et surtout de *truxillense Ruby*, qui donne d'excellents résultats pour son adaptation et sa croissance, que la culture de la coca s'est développée dans le Chapare.

Un bilan récent (1995) estime, grâce aux études par images-satellites, que l'ensemble des surfaces consacrées à la coca est d'environ ² 50 000 hectares dont 10 000 de cultures légales, 12 000 dits « excédentaires » et environ 30 000 hectares qui seraient illégaux...

Tableau 4 – Cultures (en hectares) et production de la coca (en tonnes)

	Cultures	Production de feuilles
Chapare	1993 : 32 900	70 500
	1994 : 34 500	77 500
Yungas	1993 : 13 100	12 800
	1994 : 13 100	12 800
Apolo	1993 : 1 200	1 100
	1994 : 1 100	1 100

Source : US AID, 1995, note d'information.

Il est à préciser que cette colonisation rurale très spécifique se réalise, selon les experts [Mansilla, 1994], dans les pires conditions pour la protection et le maintien des équilibres propres au milieu naturel. Elle entraîne un déboisement intensif, la pollution des bassins versants par les précurseurs chimiques utilisés pour fabriquer la cocaïne et une surcharge démographique. Ces conditions, réunies sur des sols tropicaux fragiles, contribuent à une grave détérioration des géosystèmes existants.

Le milieu *cocalero*

Idéologie de la coca

À partir de 1980, le développement des campagnes d'éradication de la coca ne pouvait que heurter les sentiments comme les intérêts économiques de ceux qui participent à l'espace culturel et social généré depuis des siècles par la feuille de coca.

2 Le volume de l'aide américaine a été longtemps lié aux surfaces occupées par la coca; l'image satellite permet une remise en cause, déchirante, des calculs tablant sur l'exagération de surfaces à éradiquer.

Cette prise de conscience a provoqué l'apparition d'un courant intellectuel andin qui se pose en défenseur de l'utilisation traditionnelle de la coca et donc des acteurs de sa production, les petits *cocaleros*. Effectivement, ceux-ci sont soumis depuis une dizaine d'années à des mesures de répression de plus en plus sévères de la part des autorités qui sont appuyées par l'aide économique et policière des États-Unis et des institutions internationales de crédit.

À côté de la forte pression officielle sur le trafic non réglementé des feuilles de coca et, bien sûr, du narcotraffic, cette politique vise à l'éradication, systématique et subventionnée, des cultures dites excédentaires ou illégales. En compensation, leur remplacement est assuré par des cultures de substitution, financées par l'aide internationale. Mais cette politique se heurte aux producteurs de coca comme aux trafiquants de la cocaïne.

Il est en outre évident qu'aucune culture de substitution ne peut produire, à ce jour, le revenu moyen dégagé par la coca...

La défense économique comme culturelle de la coca fait l'objet de nombreuses publications. On peut citer un point de vue représentatif de cette position. Selon Mirtenbaum, l'utilisation de la coca n'est pas nocive, mais

« ... l'abus d'un des dérivés de la feuille de coca, dans le sein des sociétés hautement industrialisées, a été un pauvre prétexte pour qu'à partir de ce contexte se satanise, et en conséquence se cherche, la domination sociopolitique et culturelle des nations sur le territoire desquelles il existe actuellement une culture pan-andine qui utilise la coca sous des formes magico-religieuses, alors qu'en son essence, les multiples usages de cette ressource naturelle sont absolument bénins » [1995].

Aussi, selon cet auteur représentatif d'un courant de pensée critique et significatif, la politique actuelle d'éradication, soutenue par une forte pression étrangère, représente une sorte de « nouvelle extirpation des idolâtries » comparable à celle entreprise lors de la conquête espagnole. Il s'agit donc d'une forme moderne et indirecte de « génocide culturel » basé sur la confusion intentionnelle, effectuée entre coca et cocaïne...

Ce type d'analyse, en vérité, dépasse les dimensions du débat propre à la seule culture de la coca et de ses usages; il aborde la problématique globale de l'évolution socioéconomique de la société bolivienne depuis plus d'un demi-siècle.

Approches sociologiques

La culture de la coca « d'exportation » repose sur un substrat sociologique bien connu, celui des populations andines affectées par les crises minières et agricoles. Mines abandonnées et terroirs misérables constellent les cartes de la pauvreté des provinces andines sinistrées d'Oruro, Potosi et Chuquisaca. Aussi la culture de la coca représente, pour environ 300 000 personnes qui se sont installées dans le Chapare [Cortes, 1995], une alternative inespérée.

Ces migrants appartiennent à deux types de milieux sociaux, plus proches qu'il n'y paraît de prime abord. L'un est formé par le prolétariat minier (23 000 mineurs) chassé, à partir de 1985, par la crise. L'autre composante est constituée des paysans pauvres sans terres.

Des liens étroits existent entre le milieu rural et les mineurs qui, en majorité, en sont issus. La migration, marquée par la pénurie des ressources de base, a renforcé ces relations. Un réseau ténu, fait d'échanges, de visites, d'alliances, d'entraide ou de troc, s'est ainsi constitué entre les zones économiquement déprimées de l'Altiplano et les nouvelles colonies tropicales. Dans les zones productrices de coca, une nouvelle division du travail s'est en outre instaurée, appuyée par des migrations-travail temporaires. On y note les péons de la coca, ou *pisa-coca* qui foulent au pied les feuilles, les transporteurs ou *zepas*, les femmes à tout faire, les *boleros* qui achètent les précurseurs, les fournisseurs de sulfate de cocaïne.

Une autre réalité sociale est aussi à noter. On estime, en effet, qu'en 1995, 12 à 16% de la population active du Chapare se consacre à la culture de la coca, de façon intermittente. Nombreux sont, parmi ces *cocaleros* à temps partiel, ceux qui possèdent de petites entreprises dans le commerce, l'agriculture et le transport, financées à l'origine ou soutenues par le trafic coca-cocaïne... Cela signifie l'apparition d'une nouvelle strate sociale au sein du milieu *cocalero*, celle des entrepreneurs pour qui ce type de trafic s'intègre dans d'autres activités économiques durables et présentant une façade respectable.

Pour les 300 000 *cocaleros* boliviens, il est clair que « ... la coca et les ressources qu'elle engendre représentent pour eux une véritable stratégie de survie. Elle est aujourd'hui difficile à remplacer » [Brackelaire, 1992]. Cette prospérité nouvelle a été partagée avec les familiers restés au pays, tant et si bien qu'à partir de 1980, la répression renforcée des activités liées à la coca s'est répercutée, au-delà des régions productrices, sur celles des populations d'origine des migrants.

Une enquête récente [Laserna, 1996] fournit quelques aperçus intéressants sur le profil sociologique du *cocalero*, même si la fragilité de ces observations est inévitable, compte tenu du contexte. Il en ressort que la production de coca est une activité à dominante masculine pour 88% de l'effectif des cultivateurs. Ceux-ci constituent un milieu jeune, d'une moyenne d'âge de 29 ans et disposant d'un niveau scolaire relativement satisfaisant, avec six années de scolarité accomplies en moyenne. Dans la majorité des cas, soit 66%, les *cocaleros* sont mariés, chargés de famille ou concubins. Enfin, 83% d'entre eux disposent d'antécédents de travail dans des secteurs d'activités informelles.

Ces indications, certes sommaires, sont intéressantes car elles montrent que le relais de la culture de la coca est passé aux mains d'une génération jeune et plus éduquée vivant mieux que ses aînés. Il est donc clair que ce nouveau milieu de *cocaleros* ne peut accepter facilement une remise en cause de sa situation actuelle...

Un autre phénomène est à signaler provenant du renforcement de la répression contre le narcotraffic, avec une augmentation constante du nombre d'arrestations. Il en résulte une certaine banalisation des délits aussi bien en milieu rural qu'urbain. Le trafic de la drogue devient ainsi une sorte de roulette sociale comme en Colombie ou au Pérou, impliquant de plus en plus d'acteurs; ceux qui s'enrichissent faisant oublier ceux qui se retrouvent incarcérés...

Tableau 5 – Lutte antidrogue : moyennes mensuelles d'arrestations en Bolivie

1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
100	70	65	70	80	85	90	200	95

Source : Laserna, 1996, *op. cit.*

Une efficace médiatisation

La syndicalisation

À partir de la réforme agraire de 1953, il se développe un puissant syndicalisme rural dans la région andine; il se greffe ensuite sur les colonies formées par les migrants qui en sont originaires. Il aboutit, à partir de 1980, à la formation de syndicats de *cocaleros* dans les provinces du Chapare, Carrasco et Tiraque. Leur action vise, à l'époque, à obtenir des autorités des aides publiques permettant d'assurer le développement de leurs colonies et la création d'un minimum d'équipements publics [Healy, 1991].

En 1990, les cent soixante nouvelles communautés du Chapare disposent toutes de leurs propres syndicats, regroupés en trente centrales qui se sont confédérées en cinq associations. Cette organisation syndicale réussit, en 1980, une forte mobilisation contre les forces de police.

Il est à noter, selon Healy, que le rôle des syndicats a vite dépassé celui de la défense des intérêts professionnels pour devenir celui de régisseur des colonies agricoles. Acceptation des nouveaux colons, perception de la cotisation syndicale obligatoire, attribution et délimitation des concessions foncières, fixation du prix des transports et des taxes sur les marchés de la coca, discussions avec les autorités des programmes de création d'infrastructures, tel devient le rôle propre aux syndicats...

À la même époque, ils s'engagent activement contre les programmes financés par les États-Unis en dénonçant cette ingérence étrangère qui vise à la réduction des cultures de coca. Ils rejettent ensuite la loi 1008 (de 1988) qui réduit de façon draconienne les surfaces autorisées pour la coca. Blocage des routes, organisation de grèves de la faim, marches de protestation leur permettent d'obtenir des négociations paritaires avec le gouvernement. Cette tactique, inspirée de celle de l'*agit-prop*, s'avère efficace puisque l'État bolivien doit reconnaître leur existence et renégocier avec eux certaines des mesures prises contre la prolifération de la coca.

Autre succès d'importance, avec l'appui du gouvernement (Union démocratique populaire), en 1983, ils réalisent leur propre réforme agraire dans le Chapare. Ils assurent alors l'occupation des propriétés ou des sociétés agricoles supérieures à 100 hectares dont ils se font attribuer les titres de possession en tant qu'exploitants « *internationaux* ».

Les cercles de solidarité

Pour étendre leur réseau de soutien, les syndicats vont pratiquer la tactique bien connue de l'entrisme; elle vise les organisations de la société civile, les institutions étrangères aptes à leur apporter un soutien moral voire technique ainsi qu'un label de respectabilité³.

Les *cocaleros* concluent aussi des alliances avec des groupes indigènes, des associations de défense des Droits de l'homme, des universitaires et des chercheurs, les Églises, des associations européennes d'aide au Tiers Monde ou des organisations non gouvernementales. Enfin, ils scellent des ententes avec les syndicats paysans boliviens et les *cocaleros* du Pérou, pour créer au nom de la tradition un front andin de défense de la coca.

Ces efforts de pénétration connaissent un nouveau succès, en 1987, lors du congrès de la Confédération syndicale unie des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) qui réunit 1 400 délégués représentant un million environ de ruraux. Le groupe de pression syndical du Chapare y obtient alors la création d'une « commission de la coca » et fait avaliser son programme de défense de la culture native et des consommateurs traditionnels de coca.

On doit mentionner, enfin, que les syndicats de *cocaleros* ont mis au point une entente avec la COB, la puissante Confédération ouvrière de Bolivie, qui dispose d'une branche paysanne qu'ils ont récupérée efficacement. Cette opération a été d'autant plus aisée que nombre de *cocaleros* ont appartenu aux rangs de syndicats de mineurs soumis à une sensible et ancienne influence trotskiste.

Le licenciement de 23 000 mineurs en 1985 (sur 28 000) qui, pour une partie d'entre eux, rejoignent les rangs des *cocaleros* lors de la crise de l'étain et de la faillite de la COMIBOL (Corporation minière de Bolivie) a ainsi renforcé singulièrement le syndicalisme *cocalero*.

L'utilisation pragmatique du politique

Par tradition, les partis de gauche boliviens recherchent impérativement l'alliance avec le paysannat. Aussi, après les déceptions apportées par leur appui au MNR ou au gouvernement de l'UDP, les dirigeants *cocaleros* vont-ils se mettre en quête de nouveaux alliés. Ils ont ainsi soutenu le MBL (Mouvement Bolivie libre), puis le MIR (Mouvement institutionnel révolutionnaire) qui accède au pouvoir en 1989.

Lorsque les divers groupes de gauche et le Parti communiste se fédèrent au sein de la *Izquierda Unida* (IU ou Gauche unie), les *cocaleros* rejoignent ses rangs. Cette formation devait obtenir dans le Chapare de bons résultats en 1987, avec 42% des voix (mais 7% à l'échelle nationale), soit son plus fort pourcentage depuis les trois dernières élections.

Aux élections municipales de 1995, sous la conduite de la IU (Gauche unie) 7 des 8 nouvelles municipalités sont conquises... Enfin, lors des élections générales du 1^{er} juin 1997, la Gauche unie a obtenu 80 000 voix à l'échelle nationale

3 Ainsi, ils réussissent à faire abandonner la résolution des Nations unies, de 1961, demandant à la Bolivie d'abandonner en vingt ans toutes ses cultures de coca.

dont 50 000 dans le département de Cochabamba, ce qui a assuré l'élection de quatre députés *cocaleros* avec le leader E. Morales.

Une nouvelle donne : le passage à la cocaïne

De 1975 à 1986, on assiste à un *boom* de la production de la feuille de coca, conséquence d'une forte augmentation des surfaces cultivées [Marconi, 1994]. Cette période connaît une succession de régimes militaires dont certains acteurs sont, plus ou moins directement, compromis dans le trafic de drogue, jusqu'au cas limite et caricatural de la tentative d'instauration d'une république *cocaimera*, sous l'éphémère dictature du général Garcia Meza (1980-81) et de son ministre de l'Intérieur (et de la coca-cocaïne), le colonel Arce Gomez...

Si un retour à la démocratie survient ensuite, il est chaotique (1982-85), marqué par l'impuissance de l'État face aux groupes d'intérêts privés qui utilisent parfois des alibis idéologiques.

Durant ces années, malgré de fortes fluctuations, le prix local de la feuille de coca est élevé, résultat d'une hausse internationale prolongée par un fort contexte hyperinflationniste. L'année 1986 peut être considérée comme une charnière. Elle marque sans doute l'apogée de la coca en Bolivie pour la place qu'elle occupe dans le PIB national et qui est estimée alors entre 53,4 et 64,6% [Laserna, 1996].

Pour l'économie bolivienne, cette époque est positive car elle connaît la croissance de l'emploi et des apports importants de capitaux qui sont investis dans la contrebande, l'immobilier et le secteur du commerce dit informel. Ainsi, on l'évalue [Torranzo, 1989], pour 1988, à 390 000 individus, soit 6% de la population totale (le recensement de 1992 donne 6,4 millions d'habitants), dépendant plus ou moins directement du complexe coca-cocaïne.

Ce phénomène d'adaptation au marché s'accompagne d'une stabilisation, voire d'une diminution de la population de *cocaleros* installée en permanence dans le Chapare. En réalité, ceux-ci se déplacent vers le Nord afin de coloniser des secteurs restés marginaux et abrités des contrôles officiels, tel le parc national Isiboro-Securé où les colons *cocaleros* (20 000 en 1995 selon les estimations policières) refoulent les populations indiennes qui y résident.

En octobre 1995, la saisie à Lima d'un avion d'une compagnie de fortune bolivienne transportant une cargaison de 4,2 tonnes de cocaïne pure (soit une valeur marchande à New York de 800 millions de dollars) a confirmé définitivement le passage de la Bolivie à une production quasi industrielle de cocaïne pour l'exportation, qui est estimée à au moins 200 tonnes annuelles, soit environ de 20 à 25% de la production mondiale de cocaïne [Irusta, Miranda, 1995].

Les informations disponibles permettent actuellement de mieux situer les conditions qui ont permis le passage de la transformation de la coca en cocaïne. Selon Bascopé-Aspiazu [1982], auteur polémique et parfois outrancier mais qui s'appuie sur de nombreuses sources d'intérêt, une stratégie géographique a présidé à l'installation des laboratoires produisant la cocaïne. Elle résulte de la coïncidence de deux situations.

La première réside dans le fait que la variété de coca cultivée au Chapare est de médiocre qualité pour la consommation traditionnelle et se trouve dépréciée

localement. Seule restait donc ouverte l'exportation clandestine vers un nouveau marché prometteur, celui des États-Unis.

La seconde situation apparaît, à partir de 1982, dans l'effondrement régulier des cours de la feuille de coca.

Tableau 6 – Prix de la feuille de coca en dollars pour 100 livres ou 45 kilos

1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
650	800	300	100	90	95	80	70	105	110	100	75	75

Source : Laserna, 1996, *op. cit.*

En réponse à cet effondrement, on note une sensible augmentation de la superficie cultivée moyenne qui passe de 1 hectare par famille en 1980, à 1,8 hectare en 1991.

Cette opportunité conjoncturelle est alors saisie par les trafiquants colombiens; ils ont tissé à partir de 1970 des liens en Bolivie pour s'approvisionner en chlorhydrate de cocaïne, transformé ensuite en Colombie en cocaïne pure. Aussi vont-ils favoriser une production locale, situation qui est corroborée, à partir des années quatre-vingt, par une forte augmentation des saisies de laboratoires artisanaux de fabrication de cocaïne à partir des feuilles de coca du Chapare.

La première zone d'installation des laboratoires à grande capacité s'est située dans la zone de San Javier, Montero et Portachuelo, soit une emprise de 20 000 kilomètres carrés. Elle bénéficie de dizaines de pistes naturelles pour petits avions, de fleuves débouchant sur le Brésil et de la complicité de nombreux grands propriétaires locaux [Bascope, 1982].

Ensuite, un nouveau périmètre apparaît, formé par San Ignacio de Moxos, San Ramon, Santa Ana de Yucuma et l'hacienda de Paraparau. Cette dernière, vaste de 49 000 hectares, est située au nord de Trinidad, mais sans pistes d'accès. Elle est passée, dans les années soixante et dans des conditions curieuses, aux mains d'une société agricole militaire. Cette zone bénéficie alors de nombreuses pistes d'atterrissage et de la quasi-absence de possibilités de détection radar... On doit noter que la nouvelle route de Cochabamba à Santa Cruz, établie à partir de 1981 entre Todos Santos et Montero, à travers le Chapare, permet de ravitailler discrètement et plus directement ces factoreries de cocaïne.

Un dernier centre, d'envergure plus limitée mais aux mains de civils, aurait existé enfin dans le périmètre formé par les localités de Moromoro, Vallegrande et Comarapa, bénéficiant pour son approvisionnement en feuilles de l'ancienne route de Cochabamba à Santa Cruz.

Cette situation, néanmoins, s'est modifiée depuis 1985. On constate alors, selon les statistiques des saisies judiciaires, un déplacement spatial des fabriques de cocaïne. Ainsi, à l'origine, la majorité des laboratoires de cocaïne, soit 60 % des prises policières, se trouvait située dans les vallées de Cochabamba et dans cette

ville même; par contre, peu de laboratoires étaient localisés dans le Chapare. Or, depuis 1995, c'est dans le Chapare que s'est concentrée la fabrication de la cocaïne. En effet, la zone a échappé, en grande partie jusqu'à ces dernières années mais la situation est en train de changer, à tout contrôle effectif des autorités légales.

La Bolivie est donc passée au stade de la transformation de la cocaïne à large échelle, situation qui, à partir de 1990, coïncide avec le fait que la production bolivienne s'affranchit des laboratoires colombiens et assure de manière autonome la transformation de la cocaïne.

Ce phénomène repose aussi sur la commercialisation du produit par les circuits internationaux, avec l'installation de filières de trafic passant par les pays voisins et qui assurent aussi l'arrivée en Bolivie des indispensables processeurs chimiques de la cocaïne, autre activité très lucrative.

Les chiffres de 1991, dépassés depuis, montrent que le gros de la production de feuilles de coca, soit 130 000 tonnes au total, dont 128 000 pour le seul Chapare, passe dans le circuit coca-cocaïne autorisant une production théorique de 470 tonnes de cocaïne [Brackelaire, 1992]... Selon des informations officielles récentes [Presencia, 1996] et confirmées depuis, il se développe dans les Yungas, conséquence de l'intensification de la répression dans le Chapare, de nouvelles surfaces de cultures de coca illégale (pour 2 000 hectares); ce secteur sert aussi de nouvelle route secondaire de transport de la cocaïne du Chapare.

Vers une Bolivie sans coca ?

« Le refus par les *cocaleros* et de nombreux leaders syndicaux de quelques-unes des formes essentielles de la modernité, telles que la démocratie représentative et la solution négociée de conflits opposant des intérêts, par ailleurs légitimes, fait que pour le moment il est improbable que les *cocaleros* se montrent favorables à des propositions écologiques et à des réflexions éthico-sociales à long terme. » [Mansilla, 1994.]

Plusieurs éléments sont à prendre en compte dans la compréhension de l'évolution actuelle du phénomène coca-cocaïne en Bolivie.

Les pressions internationales poussent les gouvernements boliviens successifs, qui tous dépendent de l'aide extérieure, à négocier des accords financiers avec les États-Unis et les institutions internationales de coopération. Or les aides sont délivrées en fonction des progrès de l'éradication des plantations dans les zones de production excédentaire, ceci dans le cadre d'une stratégie de développement alternatif financée pour l'introduction de cultures, dites de substitution, mais dont le succès apparaît pour le moins mitigé. Cela explique peut-être le gonflement, à partir de 1988, des statistiques officielles sur l'emprise des cultures de coca...

Mais ce mécanisme de compensation présente aussi un nouvel intérêt pour les petits *cocaleros* qui sont indemnisés (2 500 dollars l'hectare) pour éradiquer des cultures qui, souvent, sont reprises ailleurs. Ce détournement est facilité par l'absence de cadastre des terres du Tropique, pas plus que de celles à vocation agricole de la majorité du territoire bolivien...

Ces pratiques ont atteint de telles proportions qu'elles expliquent, en 1995, le raidissement de l'attitude des États-Unis. Un ultimatum a été alors signifié à la Bolivie qui est contrainte depuis, dans le cadre du plan « zéro coca », à éradiquer

5 000 hectares annuellement. Il devrait en résulter, si de nouvelles cultures clandestines ne remplacent pas celles détruites, la disparition des cultures excédentaires ou illégales d'ici cinq ans. On comprend ainsi, face à ce changement d'échelle du problème de la coca, le dilemme devant lequel se trouvent placés les dirigeants boliviens...

La question est d'autant plus préoccupante sur le plan intérieur bolivien qu'en cas d'un succès de la politique actuellement entamée, sous menace de sanctions de Washington⁴, un mouvement de nouvelles migrations « spontanées » pourrait déferler, à partir des zones de culture, vers les banlieues des grandes villes à l'équilibre socioéconomique déjà précaire.

Tout cela permet de formuler quelques remarques finales.

- La coca est une constante de l'histoire socioculturelle bolivienne andine.
- L'extension sans contrôle des cultures à partir de 1960 est le résultat d'un effet combiné de la misère paysanne et de l'échec économique de la réforme agraire.
- L'évolution de la problématique de la coca en Bolivie permet de noter une remarquable capacité d'adaptation des colons au monde économique moderne et international.
- La loi 1008, de 1988, qui prévoit clairement le maintien d'un espace de culture de la coca traditionnelle de 12 000 hectares, donc satisfaisant aux besoins traditionnels, entraîne aussi l'abandon en cinq ans des cultures excédentaires et illégales de coca. C'est le prochain objectif que vise le cartel de la coca-cocaïne, obtenir ou son annulation ou son abandon sur le terrain.
- Par la masse financière sécrétée par ce type de trafic, les mafias des drogues pèsent sur le milieu politique, peuvent acheter de larges sympathies ou complicités dans les institutions de l'État comme dans la société civile et disposer ainsi d'une façade respectable mettant en avant le *cocalero* méritant...

BIBLIOGRAPHIE

- ARRIETA M. *et alii* [1990], *Agricultura en Santa Cruz : de la encomienda colonial a la empresa modernizada (1559-1985)*, Santa Cruz, Bolivie, Ildis, Edobol, 374 p.
- BASCOPE-ASPIAZU R. [1982], *La Veta blanca. Coca y cocaína en Bolivia*, Mexico, Ediciones Aqui, 120 p.
- BLANES J., FLORES [1982], *Factores poblacionales en el desarrollo regional de Cochabamba*, Cochabamba, Bolivie, Ceres.
- BLANES J. [1983], *De los valles al Chapare*, Cochabamba, Bolivie, Ceres.
- BRACKELAIRE V. [1992], « Coca, développement et coopération internationale en Bolivie », *Annales* : 674-691.
- CARDENAS M. [1948], « La estalla en la coca », in *Revista de agricultura de la UMSS*, Cochabamba, Bolivie : 6-10.
- CARTER W., MAMANI M. [1986], *Coca en Bolivia*, La Paz, Editorial Juventud, 530 p.
- CHAUNU P. [1967], *Conquête et Exploitation des nouveaux mondes. Clio*, Paris, Puf, 445 p.

4 Chaque année, les États-Unis attribuent un « certificat » jugeant de la bonne conduite de la lutte antidrogue des pays andins... En 1995, la Colombie a été « décertifiée » et la Bolivie n'a passé qu'avec des réserves cette qualification unilatérale de bonne moralité internationale qui, si elle est refusée, entraîne l'arrêt de la coopération nord-américaine et le veto sur les prêts que peuvent consentir les grands organismes financiers internationaux.

- CIEZA DE LEON [1880], « Primera parte de la crónica del Peru que trata la demarcación de sus provincias », in *Jimena de la Espada*, 2 : Peru, Madrid, 558 p.
- CONDARCO MORALES R., MURA J. [1987], *La Teoría de la complementariedad vertical eco-simbiótica*, 2, La Paz, Breve biblioteca de bolsillo, 114 p.
- COOK N. D. [1972], *El Corregimiento de La Paz. 1548-1600*, La Paz, éditions Urquiza, Ltda, 277 p.
- CORDECO [1995], *Plan departamental de Desarrollo*, Bolivie, 133 p. + annexes + cartes.
- CORTES G. [1996], « Migrations temporaires au Chapare (Bolivie) et stratégies alimentaires », *Cahiers des sciences humaines*, 31 : 951-69.
- DALENCE J. M. [1975], *Bosquejo estadístico de Bolivia*, La Paz, UMSA, 339 p.
- EASTWOOD D. A., POLLARD J. [1986], « The Development of Colonization in Lowlands, Bolivia », *Boletín de estudios latinoamericanos y del Caribe*, Amsterdam, 38 : 62-82.
- HEALY K. [1991], « Political Ascent of Bolivia's Peasant Coca Leaf Producers », *Journal of Inter-American Studies and World Affairs*, 33 (1) : 87-121.
- INC (Instituto Nacional de Colonización) [1986], *Rapport 1986*, La Paz, 67 p.
- IRUSTA G., MIRANDA E. [1995], *De Huanchaca al narcoavión. Revelaciones*, La Paz, Gráfica Latina, 192 p.
- KLEIN H. [1976], « El impacto de la crisis minera sobre la sociedad rural en los primeros años de vida republicana en Bolivia : Los Yungas. 1786-1838 », *Historia y Cultura*, 2 : 125-50.
- LASERNA R. [1993], *Las Drogas y el ajuste en Bolivia. Economía clandestina y políticas públicas*, La Paz, CEDLA, 86 p.
- LASERNA R. [1995], « Bolivie : l'économie de la drogue », in *Problèmes d'Amérique latine*, 18 : 83-100.
- LASERNA R. [1996], *El Circuito coca-cocaína*, La Paz, Ildis, 48 p.
- LEVILLIER R. [1942], *Don Francisco de Toledo supremo organizador del Peru*, Buenos Aires, 3 t.
- LOZA G. [1992], *Monografía de la coca*, Sociedad Geografica de La Paz, 317 p. + tableaux.
- MANSILLA H.C.F. [1994], « Repercusiones ecológicas y éticas del complejo coca-cocaína », *SEAMOS*, 7, 107 p.
- MARCONI R. [1994], *El Drama del Chapare*, La Paz, CEDLA.
- MINISTERIO DE HACIENDA [1940], *Bolivia. Estadística agropecuaria*, La Paz, 65 p.
- MIRTENBAUM J. [1995], « Coca no es cocaína », *Revista de humanidades y ciencias sociales*, Santa Cruz, université R.G.-Moreno, 1 : 1-33.
- MORALES José Agustin [1938], *El Oro Verde de los Yungas*, Imp. del INRI, 210 p.
- MORTIMER W. G. [1901], *Peru. History of Coca. « The Divine Plant » of the Incas*, New York, Vail & Company, 576 p.
- Presencia* [1996], numéro du 26 novembre : 7.
- ROSENBLAT A. [1954], *La Población indígena y el mestizaje en America. 1492-1950*, Buenos Aires, Editorial Nova, 324 p.
- ROUX J.-C., WANIEZ Ph. [1994], *Poblaciones y condiciones de vida en el Departamento de La Paz. Bolivia*, La Paz, Cordepaz-Orstom-UMSA, 87 p. + 42 cartes régionales.
- ROUX J.-C., WANIEZ Ph. [1995], « Niveaux d'analyse et cartographie thématique : groupes ethniques et conditions de vie en Bolivie », *Mappemonde*, 1 : 35-42, 13 fig.
- SALINAS DE LOYOLA [1880], *Relaciones geográficas de Indias; relacion y descripción de la Ciudad de Loxa*, 1, Madrid, 498 p.
- SEIFERHELD A. M. [1983], *Economía y petróleo durante la Guerra del Chaco*, Asuncion, Paraguay, El Lector, 534 p.
- SOUTH R. [1977], « Coca in Bolivia », *The Geographical Review*, 67 (1) : 22-23.
- SOUX M. L., MUNOZ REYES [1990], « Coca, mercado regional y política republicana », *Historia*, 21 : 151-165.
- TORRANZO C. [1989], « La cara oculta de la estabilización », *Cuarto intermedio*, La Paz, 12 : 27-50.
- US Army [1963], *Army Handbook for Bolivia*, Washington, département de la Défense, 714 p.
- VIEDMA F. de [1969], *Descripción geográfica y estadística de la provincia de Santa Cruz de la Sierra*, La Paz, Los Amigos del Libro, 295 p.
- WEIL J., WEIL C. [1993], *Verde es la esperanza. Colonización, comunidad y coca en la Amazonia*, La Paz, Los Amigos del Libro, 222 p.
- ZABALA J. [1995], *Hojas del adivino*, La Paz, éditions Plural, 155 p.